

Cote du document: EB/125  
Date: 1<sup>er</sup> mars 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Procès-verbal de la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Atsuko Hirose**  
Secrétaire du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2254  
courriel: a.hirose@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Cheffe de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

## Table des matières

<b>Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session</b>	<b>1</b>
<b>Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour</b>	<b>2</b>
<b>Point 3 de l'ordre du jour – Questions d'ordre institutionnel</b>	<b>2</b>
a) Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle axée sur les résultats (OpEx)	2
b) Informations actualisées concernant la contribution du FIDA à la réforme du système des Nations unies pour le développement	3
c) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2019; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2019 et plan indicatif pour 2020-2021 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'initiative PPTTE et le SAFF	5
d) Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations	7
e) Politiques et stratégies	8
f) Proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé	10
g) Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles	11
<b>Point 4 de l'ordre du jour – Évaluation</b>	<b>11</b>
a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cent troisième session	11
b) Évaluations de la stratégie et du programme de pays	12
<b>Point 5 de l'ordre du jour – Questions d'ordre opérationnel</b>	<b>12</b>
a) Rapport du président sur la dixième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance	12
b) Rapports de la présidente du Groupe de travail sur le cadre de transition	12
c) Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats	12
d) Programme d'options stratégiques pour le pays	13
e) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration	15
f) Politique du FIDA relative à la restructuration des projets	17
g) Proposition d'instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets	17
h) Modification des conditions générales applicables au financement du développement agricole	18
i) Assistance technique remboursable au FIDA: Document de travail	18
<b>Point 6 de l'ordre du jour – Questions d'ordre financier</b>	<b>19</b>
a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante et unième réunion	19
b) Ressources disponibles pour engagement	19
c) Informations actualisées sur la transformation de l'architecture financière du FIDA	19
d) Mise à jour des conditions de financement	20
e) Politique relative aux emprunts non concessionnels	21
f) Exposé sur la Politique de placement du FIDA	21

g)	Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2019	21
h)	Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11)	21
i)	Point sur l'application de la section consacrée à la dépréciation de la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9	22
	<b>Point 7 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gouvernance</b>	<b>22</b>
a)	Proposition visant à instaurer un système automatisé concernant l'attribution des voix au FIDA	22
b)	Quatrièmes journées de réflexion du Conseil d'administration: Tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA	22
c)	Renforcement du rôle de gouvernance d'organes subsidiaires du Conseil d'administration	23
d)	Modification des dates de la cent vingt-sixième session du Conseil d'administration et proposition concernant les dates des Cinquièmes journées de réflexion et des sessions du Conseil d'administration en 2020	23
	<b>Point 8 de l'ordre du jour – Rapports de situation</b>	<b>23</b>
a)	Rapport d'étape sur la coopération Sud-Sud et triangulaire	23
b)	Compte rendu conjoint de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome en 2018	24
	<b>Point 9 de l'ordre du jour – Décennie de l'agriculture familiale 2019-2028: Rôle du FIDA</b>	<b>24</b>
	<b>Point 10 de l'ordre du jour – Questions diverses</b>	<b>25</b>
a)	Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Fondation Rockefeller	25
	<b>Clôture de la session</b>	<b>25</b>

## Annexes

- I. Délégations à la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-cinquième session
- III. Ordre du jour

## **Procès-verbal de la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration**

### **Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session**

1. La cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et Président du Conseil d'administration, Gilbert F. Hounbo.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents dont la liste figure à l'annexe II.
3. Le procès-verbal suit l'ordre des points inscrits à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats sont présentés dans des encadrés.
4. Le Président a souhaité la bienvenue aux représentants nouvellement accrédités au sein du Conseil d'administration:
  - Pour l'Algérie, Ali Terrak;
  - Pour l'Espagne, Rafael Osorio de Rebellón Villar.
5. Le Président a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Direction du FIDA:
  - Atsuko Hirose, Secrétaire du FIDA;
  - Sara Mbago-Bhunu, Directrice, Division Afrique orientale et australe;
  - Thouraya Trikki, Directrice, Division production durable, marchés et institutions;
  - Rossana Polastri, qui prendrait ses fonctions de Directrice de la Division Amérique latine et Caraïbes en janvier 2019.
6. Il a également souhaité la bienvenue aux représentants qui participaient pour la première fois à une session du Conseil d'administration et aux autres délégués et observateurs présents dans la salle d'écoute. Plus particulièrement, il a souhaité la bienvenue aux représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), qui ont assisté à la session en qualité d'observateurs.
7. Le Président du Conseil d'administration a déclaré ouverte la cent vingt-cinquième session.
8. Le discours d'ouverture du Président du Conseil d'administration a été mis en ligne sous la cote EB 2018/125/INF.5.

## Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour présenté dans le document EB 2018/125/R.1 avec les modifications indiquées ci-après, qui figureront dans des versions révisées de l'ordre du jour et du programme de travail:
- la suppression:
  - du document EB 2018/125/R.8, étant donné que la présidente du groupe de travail sur le cadre de transition présenterait oralement au Conseil, en lieu et place, des informations actualisées sur le processus postérieur à la phase II;
  - du document EB 2018/125/R.30, le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour le Tadjikistan.
- le report de deux points de l'ordre du jour à la session de mai 2019 du Conseil d'administration:
  - point 3 e) iii) sur le projet de stratégie de gestion des savoirs;
  - point 5 f) sur les propositions visant à rationaliser l'approbation des projets et programmes financés par le FIDA.
- Des séminaires informels seront organisés sur ces deux points de l'ordre du jour avant la session de printemps, en vue de recueillir des commentaires supplémentaires de la part des représentants.

## Point 3 de l'ordre du jour – Questions d'ordre institutionnel

### a) Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle axée sur les résultats (OpEx)

#### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a accueilli avec intérêt les informations actualisées sur les activités relatives à l'OpEx, communiquées dans le document EB 2018/125/R.2, et a remercié la direction pour ces mises à jour périodiques.

9. Répondant aux observations et aux questions du Conseil, la direction a noté que:
- a) Les économies réalisées par l'OpEx résultaient principalement d'une réduction du nombre de postes, due à la décentralisation.
  - b) Les missions préliminaires entreprises auprès des plateformes régionales avaient pour buts de collecter des informations sur les progrès réalisés, de s'assurer que le FIDA était sur la bonne voie dans la mise en œuvre du modèle de décentralisation, d'apporter un appui dès le début, et de recueillir des enseignements sur les questions à aborder à court et à long termes. D'autres missions seraient organisées ultérieurement par le Bureau de l'audit et de la surveillance.
  - c) L'appui apporté aux plateformes régionales se concrétisait par des formations et ateliers consacrés au leadership et à la gestion, et par un soutien technique fourni depuis le siège.
  - d) La mise en forme finale de la délégation de pouvoir offrirait aux plateformes régionales plus de clarté quant à leurs rôles et responsabilités et faciliterait davantage leur efficacité et leur efficacité.
  - e) Les moyens de renforcer les communications internes et externes entre les plateformes et le siège, et entre les plateformes et les gouvernements hôtes et d'autres partenaires étaient en cours d'exploration. À cet égard, un site

web multilingue était en voie de parachèvement et des enquêtes seraient entreprises pour évaluer les progrès.

- f) Une évaluation du processus de décentralisation par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), afin d'en examiner l'impact, serait davantage pertinente à une date ultérieure.
10. Le Conseil a noté que la direction était résolue à assurer une vision commune dans les plateformes, et qu'un expert externe en ressources humaines avait été recruté pour fournir des recommandations sur les changements nécessaires au renforcement du processus de décentralisation. Le Conseil a aussi noté que des postes supplémentaires seraient créés pour renforcer la fonction de conformité dans le Bureau du Conseil juridique, le Bureau de l'audit et de la surveillance et le Bureau de la déontologie.

**b) Informations actualisées concernant la contribution du FIDA à la réforme du système des Nations unies pour le développement**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris note des informations actualisées concernant la contribution du FIDA à la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Une discussion sur ce sujet était prévue à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs.
- À la demande du Conseil, la direction présenterait périodiquement des informations actualisées, avec notamment un tableau faisant apparaître les mesures clés prévues et les progrès associés.
- La direction présenterait aussi une synthèse de la manière dont les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) seraient pris en compte lors de la soumission pour examen des COSOP.
- À propos du partage des coûts annuels pour le système redynamisé de coordonnateurs résidents des Nations Unies, la direction a été invitée à verser la contribution du Fonds immédiatement après l'approbation du budget par le Conseil des Gouverneurs en février.
- S'agissant du prélèvement de 1%, la direction fournirait davantage d'informations sur les incidences de ce prélèvement pour le FIDA lors de la prochaine présentation d'informations actualisées au Conseil.

11. Répondant à des questions, la direction a informé le Conseil que le FIDA avait déjà dépassé l'objectif de 50% des bureaux de pays installés dans des bureaux partagés, conformément à la définition utilisée par les Nations Unies. La direction travaillait avec le Groupe de résultats pour les innovations opérationnelles, dirigé conjointement par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies. Néanmoins, prendre l'initiative au niveau des pays et gérer les services administratifs pourraient poser des problèmes pour le FIDA, compte tenu de la taille de ses bureaux de pays par rapport à d'autres organismes. La direction a ajouté que les discussions sur les services partagés étaient toujours en cours.
12. La direction a été encouragée à poursuivre sa participation aux groupes de travail pour la mise en œuvre de la réforme, et à tenir des discussions informelles périodiques avec les directeurs exécutifs des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) sur cette question. Conformément à l'engagement pris dans le projet de plan d'action, le FIDA jouerait, en 2019, un rôle pilote pour un certain nombre de stratégies et de programmes de pays conjoints, et fournirait au Conseil davantage d'informations en temps utile.

13. L'initiative du Groupe des Nations Unies pour le développement associant le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population et le PAM et concernant les procédures applicables aux services d'appui communs a également été évoquée par un membre du Conseil. La direction suivait cette question de près; toutefois, compte tenu de la taille des opérations du FIDA, on considérait que le FIDA ne devrait pas jouer un rôle de premier plan dans ce domaine.
14. Répondant à des questions sur la manière dont les COSOP seraient alignés sur les nouveaux PNUAD et sur les priorités nationales, la direction a souligné que le Fonds avait révisé les directives relatives aux COSOP, offrant ainsi la souplesse nécessaire pour assurer l'alignement sur le PNUAD ainsi que sur les politiques et stratégies gouvernementales. Le PNUAD constituerait, pour le FIDA, le point de départ à partir duquel déterminer la programmation conjointe au niveau des pays, dans le COSOP et dans le document stratégique à l'échelle de l'ensemble du système.

**c) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2019; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2019 et plan indicatif pour 2020-2021 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'initiative PPTe et le SAFF**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail pour 2019, d'un montant de 1 265 millions de DTS (1 759 millions d'USD), englobant un programme de prêts de 1 223 millions de DTS (1 701 millions d'USD) et un programme brut de dons de 58 millions d'USD.
- S'appuyant sur le débat relatif au Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) [point 6 d) ii)], le Conseil d'administration a approuvé les allocations pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), utilisant à cette fin la formule du système d'allocation fondé sur la performance (SAFF), comme indiqué dans l'additif:
  - Pour les pays qui, pour la période de FIDA11, ne sont pas admis à bénéficier de dons au titre du CSD en 2019:
    - Le Conseil d'administration a approuvé les allocations au titre du SAFF pour la période 2019-2021, et les projets peuvent donc être soumis à l'approbation du Conseil aux conditions de financement agréées.
  - Pour les pays qui, pour la période de FIDA11, sont admis à bénéficier de dons au titre du CSD en 2019:
    - le Conseil d'administration a approuvé les allocations au titre du SAFF pour la période 2019-2021;
    - le Conseil d'administration a décidé que les États membres se consulteraient et conviendraient du pourcentage applicable de don au titre du CSD, le plus tôt possible et au plus tard en mai 2019, pour permettre la présentation de ces projets au Conseil d'administration.
- Le Conseil d'administration a recommandé de soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa quarante et unième session, en 2019:
  - le budget ordinaire du FIDA pour 2019, d'un montant de 158,21 millions d'USD;
  - le budget d'investissement du FIDA pour 2019, d'un montant de 2 645 millions d'USD;
  - le budget d'IOE pour 2019 d'un montant de 6,18 millions d'USD.
- Le Conseil d'administration a également recommandé de soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa quarante-deuxième session:
  - les éléments principaux du rapport de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés;
  - le rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance, sur la base du rapport présenté dans la quatrième partie du document EB 2018/125/R.4 et de son additif contenant les notes de pays pour 2018 et les allocations pour 2019-2021.



15. Le Conseil d'administration a pris note des synthèses présentées par le président du Comité d'audit (Italie) et par le président du Comité de l'évaluation (Indonésie).
16. Il a noté que le niveau de ce programme de travail avait été approuvé à des fins de planification et qu'il serait ajusté, en tant que de besoin, dans le courant de l'année 2019 en fonction du montant des ressources disponibles.
17. Le Conseil s'est félicité des efforts consentis par la direction pour proposer un budget à croissance réelle nulle – pour la première fois depuis 2013 – et parvenir à un ratio d'efficacité (le rapport entre le programme de prêts et dons et le budget administratif) de 9% – le ratio le plus faible jamais ciblé par le FIDA.
18. Le Conseil a aussi accueilli avec satisfaction la réduction des dépenses relatives aux consultants, ainsi que celle des frais de voyage. La direction a expliqué que les services de consultants ne seraient pas réduits à un niveau qui aurait un impact négatif sur les opérations; il était par conséquent très improbable que des réductions d'un même niveau puissent être réalisées à l'avenir.
19. La direction a précisé que la croissance réelle nulle du budget ne signifiait pas que le FIDA ne procédait pas à des investissements; elle était due à la réduction du personnel du siège. Des économies avaient été aussi réalisées dans d'autres domaines, par exemple avec l'organisation de la session du Conseil des Gouverneurs au siège de la FAO.
20. La Liste A a estimé que le plan du FIDA consistant à exécuter un programme de travail de 1,76 milliard d'USD en 2019 – environ 50% de l'objectif fixé pour FIDA11 – constituait une mobilisation ambitieuse de ressources financières au cours de la première année de FIDA11 et a déclaré compter que les difficultés de conception et d'exécution des projets de la réserve fassent l'objet d'un suivi attentif et constant visant à ce que l'objectif soit effectivement atteint. La direction a répondu que la capacité ne constituerait pas un problème, s'agissant d'atteindre l'objectif visé. Les divisions avaient fait des estimations réalistes et raisonnables de ce que chaque région pourrait réaliser en fonction de la situation sur le terrain.
21. Dans une déclaration conjointe, les membres de la Liste A ont déclaré qu'il était important de veiller à ce que la qualité de la conception des projets et leur supervision soient maintenues et améliorées plutôt que d'accélérer à tout prix l'approbation de ces derniers. La direction a donné au Conseil l'assurance que la qualité et la performance ne seraient pas compromises par le caractère ambitieux du programme de conception pour 2019.
22. Les membres du Conseil ont appuyé la demande de la direction de reporter jusqu'à 6% du budget 2018, mais ont demandé que le Comité d'audit et le Conseil d'administration soient informés de l'utilisation de ces fonds.
23. S'agissant du budget d'IOE, un représentant a suggéré de faire référence aux besoins généraux en ressources humaines pour justifier l'augmentation des coûts de personnel plutôt que de préciser la nécessité d'inclure une réserve pour les congés de maternité. Un autre membre a demandé que des consultations directes aient lieu sur le choix du thème du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA. Certains membres ont estimé que le programme de travail d'IOE pour 2019 était quelque peu ambitieux; toutefois, ils attendaient avec intérêt les résultats des importantes évaluations prévues.

**d) Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, dont le texte figurait en annexe du document EB 2018/125/R.6.
24. Le Conseil a examiné la politique révisée et, en particulier, le renforcement des exigences vis-à-vis des emprunteurs et des partenaires, et l'attention accrue portée à la protection des lanceurs d'alerte.
  25. Le Conseil a noté que la révision de la politique avait eu pour objet son harmonisation avec celle d'autres institutions des Nations Unies et institutions financières internationales, d'introduire la reconnaissance des services publics, comme l'imposent les principales institutions financières internationales, et de définir clairement les responsabilités du FIDA et des emprunteurs.
  26. Répondant à des demandes d'éclaircissements, la direction a déclaré que la politique s'appliquait aussi aux partenaires du secteur privé. Par ailleurs, bien que la politique du FIDA en matière de lutte contre la corruption et ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique n'aient pas la même portée et que la transmission des informations suivent des canaux différents, si le Bureau de l'audit et de la surveillance devait recevoir des plaintes ou des allégations en rapport avec les mesures de sauvegarde en matière sociale et environnementale plutôt qu'en matière de corruption, ces plaintes ou allégations seraient traitées par des mécanismes des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et vice versa.
  27. Le Bureau de l'audit et de la surveillance a confirmé que les informations sur les cas, les données et les statistiques concernant les enquêtes seraient communiquées à chacune des réunions du Comité d'audit.
  28. Le Conseil a pris également note du renforcement de la capacité du FIDA en matière de passation des marchés, grâce à la formation aux systèmes de passation des marchés tels que le système utilitaire de traçage des non-objections (NOTUS). Des clauses seraient insérées dans les contrats pour faire en sorte que les nouvelles politiques soient bien intégrées au processus de passation des marchés.

## e) Politiques et stratégies

### i) Cadre de transition du FIDA

#### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé le Cadre de transition du FIDA, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.7, ainsi que les éclaircissements contenus dans l'additif 7 au document.
- Le Conseil a également pris note du rapport oral sur les réunions tenues depuis septembre 2018, présenté par la présidente du Groupe de travail sur le cadre de transition.
- Le Conseil a approuvé le processus proposé pour la période postérieure à la phase II, tel qu'il avait été approuvé par le Groupe de travail à sa septième réunion et dont la présidente a souligné les points principaux dans son rapport oral. En conséquence, le Groupe de travail continuerait à s'acquitter de ses tâches, comme indiqué au paragraphe 8 de son mandat (document EB 2018/123/R.26/Rev.1) approuvé par le Conseil d'administration à sa cent vingt-quatrième session. Ce travail serait effectué en coordination avec d'autres organes directeurs, conformément à leurs mandats, leur savoir-faire et leurs connaissances spécialisés.
- Le Conseil a en outre noté que le mécanisme d'introduction progressive des nouvelles conditions et de suppression des anciennes serait applicable pour la période de FIDA11, à partir de 2019, comme décidé, après discussion, par le Groupe de travail.

29. Ce point a été examiné en même temps que le point 5 b), Rapports de la présidente du Groupe de travail sur le cadre de transition. Le Conseil a pris note de l'exposé oral présenté par la présidente sur les quatrième, cinquième, sixième et septième réunions. Le procès-verbal de la septième réunion, qui n'avait pas encore été finalisé, serait communiqué au Conseil à sa cent vingt-sixième session pour information.
30. Le Conseil a remercié la présidente et les membres du Groupe de travail, ainsi que la direction, pour le travail accompli en un bref laps de temps afin de soumettre à l'approbation du Conseil un cadre de transition, conformément à l'engagement pris pour FIDA11.
31. Le Conseil a accueilli avec satisfaction le cadre de transition, le considérant un instrument utile qui garantirait la transparence et la prévisibilité pour les pays emprunteurs, et qui montrerait comment le FIDA adapterait son soutien aux pays en transition. Le Conseil a noté que le reclassement serait volontaire et non obligatoire.
32. Se référant à la proposition de procéder tous les deux ans à des examens approfondis des COSOP, telle qu'elle figurait dans le document sur le cadre de transition, un membre a noté qu'il s'agissait d'un délai court pour un tel examen et qu'il importait de veiller à ce que les recommandations qui en découlaient soient rentables et appuient la direction dans la mise en œuvre du cadre.

### ii) Stratégie et plan d'action en matière de cofinancement

#### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la stratégie et le plan d'action en matière de cofinancement, contenus dans le document EB 2018/125/R.9, et demandé des informations actualisées sur les progrès réalisés durant leur mise en œuvre.

33. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la stratégie et le plan d'action, dont le but était d'accroître les investissements dans le développement rural par des programmes financés par le FIDA. Le Conseil a souligné l'importance d'une augmentation du niveau de cofinancement attiré par les prêts et dons du FIDA, conformément au modèle opérationnel du FIDA, au cadre de transition et aux engagements souscrits pour FIDA11.
34. Il a remercié la direction pour la distinction nette entre les cofinancements nationaux et internationaux.

**iii) Transversalisation de la prise en compte des jeunes: Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.11.
- La direction invitera les jeunes à débattre de questions de fond au cours de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs. Il organisera également des concours permettant aux jeunes de participer à de prochaines sessions du Conseil des gouverneurs et garantira la participation des jeunes aux futurs panels et forums.
- La direction communiquera au Conseil, à sa cent vingt-septième session, des informations actualisées sur les progrès accomplis vers la mise en place d'un conseil de la jeunesse. Les États membres communiqueront des données détaillées sur les organisations de jeunesse avec lesquelles ils travaillent, afin de contribuer à l'inventaire de ces organisations et des pratiques d'engagement des jeunes en cours de préparation par le FIDA. La direction regroupera ensuite la contribution de ces organisations par région et étudiera comment elles pourraient apporter une contribution aux travaux et aux délibérations du FIDA au niveau des plateformes régionales et des pays.
- Le Conseil a noté la complémentarité du Plan d'action avec l'objectif de l'initiative "Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole", qui était de faire participer les jeunes aux activités agroalimentaires, agricoles et non agricoles.

35. Le Conseil a souligné l'importance de la représentation des jeunes; il fallait que leur voix soit entendue et qu'ils soient associés aux processus d'élaboration des politiques et d'exécution des projets.
36. Plusieurs membres ont souligné que la jeunesse constituait un groupe hétérogène, d'où la nécessité d'intégrer d'autres questions dans ce contexte, comme l'égalité des sexes, et de veiller à l'inclusion d'autres groupes vulnérables comme les peuples autochtones, les jeunes femmes et les jeunes handicapés.

**iv) Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé la stratégie et le plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025, à l'exception du cadre de gestion des résultats (appendice - annexe I), et y compris les amendements contenus dans un document de séance présenté au Conseil pour rassembler les observations des membres et y répondre. Les amendements seraient par la suite intégrés à une version révisée du document (EB 2018/125/R.12/Rev.1).
- La direction parachèvera le cadre de gestion des résultats en consultation avec les membres du Conseil et le présentera pour approbation à la cent vingt-sixième session.
- À la demande du Conseil, un examen à mi-parcours de la stratégie sera réalisé à la fin de 2021.

37. La représentante des États-Unis a noté que les termes employés dans le document à propos des changements climatiques ne préjugeaient pas de la position de son pays et a rappelé que les États-Unis avaient annoncé leur intention de se retirer de l'Accord de Paris.

**f) Proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé:
  - la proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé, contenue dans le document EB 2018/125/R.13, lequel incluait, en annexes, les projets de résolutions du Conseil des gouverneurs prévoyant de tels amendements;
  - la transmission du document au Conseil des gouverneurs, lui recommandant d'adopter lesdits projets de résolution à sa quarante-deuxième session, qui se tiendrait en février 2019.
- Le Conseil a noté que les résolutions du Conseil des gouverneurs n'entreraient en vigueur qu'après l'examen et l'approbation, par le Conseil d'administration, de la Stratégie concernant le secteur privé.
- Le Conseil a demandé à la direction de présenter une synthèse de haut niveau des questions clés à examiner dans la Stratégie concernant le secteur privé, et d'organiser un séminaire informel pour en débattre d'ici la fin janvier 2019.

38. En réponse aux préoccupations exprimées par des membres du Conseil à propos de la séquence des décisions, du texte inclus dans le document, et des risques potentiels, la direction a fourni les éclaircissements suivants:

- a) Du point de vue juridique, la séquence a été jugée appropriée, car les modifications des textes fondamentaux étaient généralement de très haut niveau et seraient examinées par le Conseil des gouverneurs qui donnerait des orientations générales. Le niveau suivant dépendait du Conseil d'administration et abordait les aspects granulaires de la stratégie et les différents types de risques, tels que les limites opérationnelles, de réputation, financières et prudentielles. Tout projet particulier devrait s'inscrire dans les orientations générales de haut niveau et dans la stratégie et la politique

spécifiques approuvées par le Conseil. Cette séquence avait eu un précédent juridique dans le cas du cadre de transition.

- b) La Stratégie concernant le secteur privé avait pour but un accroissement des ressources dont disposait le FIDA à l'appui de sa mission fondamentale.
- c) Le principe d'additionnalité constituerait une composante essentielle de la coopération du FIDA avec le secteur privé; en d'autres termes, le financement provenant du secteur privé deviendrait une source de fonds complémentaire apportant une valeur ajoutée.

**g) Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration, ayant examiné le document EB 2018/125/R.14, a pris note de l'exposé d'actualisation, et notamment du plan d'action faisant suite à la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer la réponse des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.
- Le Conseil d'administration a demandé à la direction de fournir des mises à jour régulières sur l'ensemble de données ventilées concernant les affaires et les allégations crédibles reçues. Ces mises à jour ne devraient pas inclure d'informations révélant le nom des sujets, des personnes rapportant des allégations ou toute autre information descriptive qui aurait pour effet une identification des parties impliquées.

- 39. Le Conseil d'administration, dans une déclaration conjointe des trois Listes, a réaffirmé son total soutien à la politique de tolérance zéro du FIDA en matière de harcèlement sexuel et d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et s'est félicité des mesures concrètes prises pour aligner le FIDA sur la stratégie du Secrétaire général.
- 40. Il a également appuyé l'engagement du FIDA en faveur d'une amélioration constante de son approche afin d'assimiler les meilleures pratiques en matière de sensibilisation, de protection du personnel et des bénéficiaires, ainsi que de mécanismes de communication de l'information et de responsabilisation.
- 41. Le Conseil a aussi noté qu'il faudrait prendre de nouvelles mesures pour créer une culture de responsabilité et attendait avec intérêt les mises à jour régulières sur la mise en œuvre du plan d'action.

## **Point 4 de l'ordre du jour – Évaluation**

**a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cent troisième session**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris note du rapport oral présenté par le président du Comité de l'évaluation, sur la base du procès-verbal de la cent troisième session du Comité, figurant dans le document EB 2018/125/R.15.

- 42. Un membre a soulevé un point concernant le rôle et le mandat du Comité de l'évaluation. Ce point serait inclus parmi les questions à débattre lors des journées de réflexion du Conseil, au mois de mai.

**b) Évaluations de la stratégie et du programme de pays**

43. Le Conseil d'administration a examiné ce point subsidiaire conjointement avec le point 5 d) de l'ordre du jour relatif aux programmes d'options stratégiques pour le pays.

**Point 5 de l'ordre du jour – Questions d'ordre opérationnel**

**a) Rapport du président sur la dixième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a pris note des points soulevés par le Groupe de travail sur le SAFP à sa dixième réunion, tels qu'ils figuraient dans le document EB 2018/125/R.20.
- Le Conseil a noté que deux réunions du Groupe de travail étaient prévues en 2019, le 4 juillet et le 9 octobre.

44. Un membre a réitéré que le SAFP était fondé sur une formule évolutive qui devrait s'adapter aux changements en cours au sein du FIDA et au contexte général dans lequel il exécute son mandat.
45. La direction a mis en évidence le lien entre les allocations du SAFP et les paiements au titre du CSD, notant que la formule avait été utilisée pour allouer des ressources sur la base de cinq variables, mais n'avait pas de lien direct avec les conditions de prêt des pays emprunteurs ou avec l'admissibilité des pays à bénéficier du CSD.

**b) Rapports de la présidente du Groupe de travail sur le cadre de transition**

46. Le Conseil d'administration a examiné ce point conjointement avec le point 3 e) i) de l'ordre du jour relatif au cadre de transition du FIDA.

**c) Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction les directives et procédures révisées pour les COSOP axés sur les résultats (document EB 2018/125/R.24), considéré comme un élément important du cadre de transition, et a noté que leur application garantirait que les stratégies soient adaptées aux besoins des pays et puissent être ajustées pour répondre à l'évolution des besoins.
- La direction communiquera au Conseil la liste des prochains COSOP, pour qu'il puisse analyser les possibilités de partenariat bilatéral.

47. La direction a pris note des observations du Conseil, dont il serait tenu compte dans la finalisation des nouveaux COSOP. Le Conseil a souligné l'importance des aspects suivants pour l'optimisation des stratégies de pays:
- a) aligner les COSOP sur les plans nationaux et les PNUAD, tout en assurant des partenariats avec d'autres IFI, les OSR, les institutions des Nations Unies et d'autres acteurs du développement;
  - b) veiller à une importante participation citoyenne dans les nouveaux COSOP;
  - c) inclure des personnes handicapées dans les COSOP, conformément à l'engagement pris au titre de FIDA11;

d) refléter la manière dont les données utilisées dans la formule du SAFP seraient utilisées pour la concertation sur les politiques.

48. Le Conseil s'est félicité de l'inclusion de la transparence parmi les directives relatives aux COSOP comme moyen d'améliorer les données publiées par les gouvernements et autres partenaires d'exécution.

**d) Programme d'options stratégiques pour le pays**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné les COSOP pour la République démocratique populaire lao, l'Angola, le Pérou, l'Égypte, la Géorgie et le Cabo Verde, ainsi que les évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour l'Angola, le Pérou, l'Égypte et la Géorgie. Un résumé des discussions sur ces points est présenté ci-dessous.
- La direction a assuré au Conseil que tous les COSOP refléteraient l'engagement pris dans le plan d'action pour la transparence, approuvé en décembre 2017, afin de mettre davantage l'accent sur l'inclusion, dans les COSOP et dans la conception des projets, de données telles que les indicateurs clés de performance et les objectifs clés.

**i) Asie et Pacifique**

**République démocratique populaire lao**

49. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction le nouveau COSOP 2018-2024 pour la République démocratique populaire lao. La Liste C a présenté des observations conjointes sur le document, notant en particulier la section sur les enseignements tirés, qui préconisait une conception simple et des projets rentables et à fort impact, et le rôle important de la collaboration avec les OSR dans le cadre du projet financé par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. La Liste C a encouragé le FIDA à promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire dans tous les aspects du développement rural du pays. Un membre a souligné qu'il fallait prendre en compte la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le rôle des organisations paysannes. Le COSOP était conforme à la recommandation visant à développer des services financiers ruraux durables et inclusifs uniquement avec des contreparties appropriées telles que la banque centrale et les partenaires de développement partageant les mêmes idées. L'égalité des sexes, le ciblage et la réduction des inégalités devraient demeurer au premier plan dans les investissements soutenus par le FIDA dans le pays. Les partenaires de développement ont reconnu l'engagement fort du FIDA au niveau des politiques et ont exprimé l'espoir que le nouveau modèle opérationnel du FIDA continuera à appuyer cet engagement.

50. À la lumière de sa politique à l'égard des pays qui ne respectaient pas les normes minimales en matière de traite des êtres humains, la représentante des États-Unis a déclaré que son pays s'opposerait aux propositions de projet du FIDA pour la République démocratique populaire lao.

**ii) Afrique orientale et australe**  
**Angola**

51. Durant l'examen du COSOP pour l'Angola, le Conseil a noté qu'une analyse plus détaillée des questions relatives à l'égalité des sexes et à la jeunesse aurait été utile pour montrer comment le COSOP traiterait ces problèmes au niveau du programme. Le Conseil a reconnu les liens étroits existant entre l'ESPP et le COSOP. Un membre a particulièrement apprécié l'occasion d'appuyer l'engagement du FIDA en Angola et la nécessité de renforcer le partenariat avec les acteurs du secteur privé dans le programme de pays.



### **iii) Amérique latine et Caraïbes**

#### **Pérou**

52. Le Conseil d'administration a pleinement appuyé le nouveau COSOP axé sur les résultats pour le Pérou, préparé dès la finalisation de la première ESPP pour le pays en 2018. Les représentants ont souligné:
- les résultats positifs et l'impact obtenus dans la réduction de la pauvreté et les innovations qui avaient été reproduites à plus grande échelle, comme indiqué dans l'ESPP;
  - l'alignement sur les priorités de FIDA11 (dont l'intégration de thèmes clés tels que l'égalité des sexes, la nutrition et la jeunesse) et les objectifs internationaux, dont ceux du Programme 2030;
  - l'engagement ferme manifesté par le gouvernement et le très haut niveau de cofinancement national;
  - le vaste processus de consultation mené avec le gouvernement et les partenaires pour la préparation du COSOP;
  - l'incorporation des recommandations de l'ESPP dans le COSOP.
53. Les membres ont également souligné la pertinence de l'exemple fructueux du Pérou, s'agissant des pays à revenu intermédiaire, car cette expérience avait montré que la pauvreté rurale pouvait être combattue par une combinaison appropriée de créativité, de détermination et d'investissements internationaux et nationaux. Enfin, le représentant permanent du Pérou a lu une déclaration félicitant le FIDA d'avoir élaboré une nouvelle stratégie pleinement alignée sur les priorités et les besoins du pays et a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à l'égard du FIDA à la lumière des succès obtenus.

### **iv) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe**

#### **Égypte**

54. Le Conseil d'administration a félicité les auteurs du document pour sa qualité et pour l'accent placé sur la réduction de la pauvreté et sur la participation à l'élaboration des politiques. IOE a présenté des observations. Les représentants au Conseil ont souligné:
- la pertinence stratégique de l'Égypte pour la sous-Liste C1 et pour le FIDA, étant donné qu'il s'agissait du pays ayant le plus grand portefeuille dans la région NEN;
  - l'importance de partenariats et d'une convergence étroite avec des partenaires dans le cadre de programmes du même type (Union européenne et Japon);
  - la nécessité de classer par ordre de priorité les choix thématiques et de gérer un ambitieux programme stratégique;
  - l'important rôle que devait jouer la plateforme sous-régionale dans l'amélioration de la performance du portefeuille.

#### **Géorgie**

55. Le Conseil d'administration a examiné le COSOP pour la Géorgie, et les représentants ont souligné:
- l'importance du COSOP et de l'accent stratégique qui y était porté sur les populations pauvres des zones reculées;
  - la nécessité de renforcer le partenariat avec le gouvernement sur son programme d'action en évolution;

- la nécessité d'appuyer le gouvernement dans le domaine du développement de l'élevage, domaine clairement axé sur la lutte contre la pauvreté;
- la nécessité de collaborer étroitement avec le gouvernement en matière de renforcement des institutions rurales;
- l'important rôle que pouvait jouer la décentralisation dans l'amélioration de la performance du portefeuille.

**v) Afrique de l'Ouest et du Centre  
Cabo Verde**

56. Le Conseil d'administration a félicité les auteurs du document pour la qualité de sa conception et a apprécié sa pertinence pour l'amélioration des moyens d'existence des populations pauvres.
57. Dans une déclaration commune, les pays de la Liste C ont souligné que le COSOP fournissait un diagnostic précis des défis à relever durant la période 2019-2024 et une réponse globale en termes de l'action que le FIDA devait entreprendre pour obtenir des résultats concrets et un impact accru. Les membres de la Liste C ont salué les efforts déployés par la direction et Cabo Verde, qui étaient bien visibles dans le COSOP.
58. Ils ont également félicité le FIDA pour les résultats positifs obtenus dans le pays, soulignant que le COSOP consoliderait ces acquis et contribuerait à la mise en œuvre de la stratégie de développement durable du Cabo Verde.
59. Répondant à des questions, la direction a fourni des détails sur la manière dont les jeunes filles et les femmes étaient ciblées et soutenues dans toutes les interventions du FIDA dans le pays, sur la participation de l'équipe de pays du Cabo Verde aux activités de la plateforme du FIDA, et sur le financement additionnel à venir pour le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (à approuver selon la procédure de défaut d'opposition).

**e) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé quatre propositions de projet ou programme. Une synthèse des propositions et des débats du Conseil a été mise en ligne sous la cote EB 2018/125/INF.7.

**i) Asie et Pacifique**

**Indonésie: Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes**

60. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de prêt et de don à la République d'Indonésie pour le Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes figurant dans le document EB 2018/125/R.32, ainsi que son additif et l'accord de financement négocié, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à cinquante-cinq millions trois cent mille dollars des États-Unis (55 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalant à deux millions de dollars des États-Unis

(2 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

**ii) Afrique orientale et australe**

**Burundi: Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de sa vulnérabilité**

61. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de don à la République du Burundi pour le Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de sa vulnérabilité, tel qu'il figure dans le document EB 2018/125/R.33/Rev.1, ainsi que l'accord de financement négocié, et a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Burundi un don d'un montant équivalant à dix-neuf millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (19 900 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

62. Le Conseil d'administration a noté que, compte tenu de leur politique relative à certains projets de développement dans des pays dont les gouvernements ne luttent pas contre la traite des personnes, les États-Unis s'opposaient à la proposition et ne se ralliaient donc pas à la décision du Conseil quant à l'appui du projet.

**Kenya: Mémoire du Président: Programme de développement de l'aquaculture**

63. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement additionnel pour le Programme de développement de l'aquaculture en République du Kenya, tel qu'il figure dans le document EB 2018/125/R.34, et a approuvé le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt additionnel à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt-quatre millions cent cinquante mille euros (24 150 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

**iii) Afrique de l'Ouest et du Centre**

**Nigeria: Mémoire du Président: Programme de développement des filières**

64. Le Conseil d'administration a examiné la proposition de financement additionnel pour le Programme de développement des filières en République fédérale du Nigeria, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.35, et a approuvé le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale du Nigeria un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à quatre-vingt-neuf millions cent mille dollars des États-Unis (89 100 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

## f) Politique du FIDA relative à la restructuration des projets

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil a approuvé la Politique du FIDA relative à la restructuration des projets, telle que présentée dans le document EB 2018/125/R.37 et son rectificatif.
- Le système de suivi de la politique sera expliqué et mis à la disposition du Conseil. En outre, les gouvernements concernés seront informés du processus de restructuration des projets et y seront associés.
- Le document sera révisé pour préciser que les propositions de restructuration de niveau 1 seront soumises au Comité de l'évaluation avant leur examen par le Conseil.

65. Le Conseil a accueilli avec satisfaction ladite politique, dont le but était d'améliorer l'utilisation des ressources et l'efficacité opérationnelle durant l'exécution des projets.
66. Le Conseil a noté qu'il était important de suivre le processus de restructuration et de fournir des mises à jour annuelles. Il a demandé à la direction de lui communiquer la liste complète des projets restructurés ainsi qu'un résumé du processus afin d'assurer la totale transparence de la restructuration.
67. La direction a noté que le volume de documents soumis au Conseil pour approbation en conséquence des modalités de restructuration serait limité car l'approbation du Conseil ne serait nécessaire que pour le niveau 1 (impliquant des modifications importantes). Il a été convenu que tous les projets soumis à une restructuration de niveau 1 seraient examinés par le Comité de l'évaluation, puis soumis au Conseil d'administration pour approbation, le cas échéant.
68. Le Conseil a noté que le reclassement en cours de projets en Catégorie A dans le cadre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique constituait une restructuration de niveau 1 et que l'approbation du Conseil serait donc requise pour ces projets.

## g) Proposition d'instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil a examiné la proposition d'instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets, contenue dans le document EB 2018/125/R.38, et a approuvé la création de deux nouveaux instruments:
  - le Mécanisme de préfinancement des projets, décrit dans les paragraphes 9 à 22;
  - le Mécanisme d'assistance technique au démarrage des projets, décrit dans les paragraphes 23 à 25.
- Le Conseil a demandé à la direction d'envisager, dans la mesure du possible, l'inclusion dans la phase pilote de quelques pays admis à des financements au titre du CSD.

69. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la proposition, qui visait à faciliter la préparation à la mise en œuvre des projets en finançant des activités préparatoires avant leur approbation par le Conseil, afin de réduire le délai entre l'approbation et le premier décaissement.

70. La proposition constituait la concrétisation d'un engagement de FIDA<sup>11</sup>. Elle comprenait deux instruments: le Mécanisme de préfinancement des projets et le Mécanisme d'assistance technique au démarrage des projets, financé par des dons.
71. La direction a noté que la définition des économies des petits États et celle des petits États insulaires en développement seraient les mêmes que celles utilisées par la Banque mondiale.
72. La direction a également précisé la différence entre les instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets et le financement rétroactif: pour les premiers, le FIDA accorderait un mini-prêt, tandis que pour le financement rétroactif, les gouvernements pourraient verser un acompte et demander ensuite le remboursement au FIDA, après l'approbation du projet par le Conseil d'administration.

#### **h) Modification des conditions générales applicables au financement du développement agricole**

##### **Résultats des délibérations:**

- Conformément aux pouvoirs que lui conférait l'article 7, section 2 a) de l'Accord portant création du FIDA s'agissant de définir les modalités applicables aux financements accordés par le Fonds, le Conseil d'administration a approuvé et adopté les modifications des Conditions générales applicables au financement du développement agricole présentées dans le tableau du document EB 2018/125/R.39, en vue de leur application aux accords de financement conformément à leurs modalités et conditions.
- Le Conseil d'administration a par ailleurs délégué au Président le pouvoir d'approuver d'éventuels écarts par rapport aux Conditions générales pour des projets spécifiques.

#### **i) Assistance technique remboursable au FIDA: Document de travail**

##### **Résultats des délibérations:**

- Le Conseil a examiné le document de travail sur l'assistance technique remboursable (ATR), à savoir le document EB 2018/125/R.40, et a noté que la direction continuerait d'affiner cet instrument afin qu'il puisse être utilisé durant la période de FIDA<sup>11</sup>.
- La direction présentera au Conseil d'administration des informations actualisées sur les mesures déjà prises et les mesures supplémentaires nécessaires pour réorganiser l'ATR, notamment les engagements assortis de délais.
- Le document sera révisé pour refléter le montant exact de l'ATR allouée au Royaume d'Arabie Saoudite, soit l'équivalent de 4 millions d'USD.

73. Le Conseil a accueilli avec intérêt le document de travail, notant que l'ATR serait un outil utile pour les pays à revenu intermédiaire qui ne bénéficiaient pas d'une allocation au titre du SAFP mais qui pourraient tirer parti des compétences du FIDA. Il a également été noté que certains pays à faible revenu avaient manifesté leur intérêt pour l'ATR.
74. Le Conseil a constaté que l'ATR pourrait lever les contraintes, tant du côté de la demande que de la capacité du FIDA à répondre à la demande.

## Point 6 de l'ordre du jour – Questions d'ordre financier

### a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante et unième réunion

75. Le Conseil d'administration a pris note des informations contenues dans le rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante et unième réunion (document EB 2018/125/R.41), présenté par la présidence (Italie).

### b) Ressources disponibles pour engagement

#### Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration, ayant pris note de la situation de trésorerie nette actuelle et estimée du Fonds, telle qu'elle figurait dans le document EB 2018/125/R.42 et son rectificatif, a autorisé le Président à conclure des accords de prêts et de dons devant être approuvés par le Conseil en 2019, à concurrence de 1 759 millions d'USD.

76. Un membre a évoqué le débat tenu, dans le cadre du Comité d'audit, sur la nouvelle politique de liquidité qui devrait être mise en place en 2019, et a déclaré en attendre avec intérêt le développement et la compréhension de ses incidences, notamment sur des questions comme celle du CSD.
77. Répondant à une question sur les perspectives de liquidités à court terme, la direction a précisé que le FIDA passerait d'une approche de liquidité à une approche d'adéquation des fonds propres et qu'il ne passerait pas immédiatement à une liquidité d'un ou deux ans, étant donné que la décision finale quant à l'emprunt sur le marché n'avait pas encore été prise.

### c) Informations actualisées sur la transformation de l'architecture financière du FIDA

#### i) Examen externe indépendant de la gestion des risques financiers au FIDA et évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA: analyse de la direction et plan d'action

#### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2018/125/R.43 "Examen externe indépendant de la gestion des risques financiers au FIDA et évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA: analyse de la direction et plan d'action".
- Accueillant avec satisfaction le plan d'action, le Conseil a demandé que lui soient soumises régulièrement des informations actualisées sur la mise en œuvre des recommandations.

78. Le président du Comité d'audit a observé que le plan d'action était conforme aux recommandations du Comité. Il a demandé à la direction d'examiner ses scénarios relatifs au modèle opérationnel, tels que l'augmentation des prêts à des conditions ordinaires, à la lumière des conclusions de l'évaluation externe indépendante. D'autres membres se sont associés à cette requête du président et demandé des mises à jour régulières.
79. Répondant aux questions sur le processus à venir, la direction a informé le Conseil des préparatifs en vue de la notation de crédit et de son intention de mettre en place les politiques et cadres nécessaires d'ici la fin de l'été 2019.

## ii) Examen du Cadre pour la soutenabilité de la dette

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et noté la nécessité:
  - d'affiner l'option 2 présentée par la direction afin de disposer d'un guichet de financement distinct pour le CSD et de critères améliorés d'admissibilité au financement au titre du CSD;
  - d'aborder d'urgence les problèmes liés au CSD et de parvenir à une décision qui garantirait la durabilité financière et un appui continu aux pays les plus pauvres, conformément au mandat du Fonds.
- Le Conseil a décidé du processus devant mener à une décision unifiée sur le CSD, à savoir:
  - mener des consultations avec les Listes et avec les capitales pour s'assurer qu'il existait un consensus sur l'option privilégiée 2;
  - communiquer à la direction la liste des questions ayant fait l'objet d'un accord, afin de les inclure dans un document à présenter à la réunion d'avril du Comité d'audit;
  - veiller à ce que le Conseil d'administration prenne, en mai 2019, une décision sur le pourcentage d'admissibilité des pays au CSD pour le programme de travail de FIDA11.
- La direction s'est déclarée disposée à fournir un appui aux Listes afin de faciliter le processus de consultation avec les capitales.

80. Le Conseil d'administration a remercié la direction pour les options soumises à propos du CSD et pour avoir souligné l'urgence du traitement de cette question en vue d'assurer la viabilité financière à long terme du FIDA. Les membres ont souligné l'importance de la poursuite d'une assistance aux pays les plus pauvres et les plus endettés. Le Conseil a confirmé sa volonté de parvenir en 2019 à un accord sur la marche à suivre.

## d) Mise à jour des conditions de financement

### Résultats des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné et approuvé la mise à jour des conditions de financement, telles qu'elles figuraient dans le document EB 2018/125/R.45 et son rectificatif.
- Le Conseil a également approuvé la transmission du projet de résolution (annexe VI) au Conseil des gouverneurs, en vue de son adoption à sa quarante-deuxième session.
- La direction présentera, lors de l'examen à mi-parcours de FIDA11, des informations actualisées sur la mesure dans laquelle les nouvelles offres financières sont utilisées.

81. En réponse à des questions, la direction a précisé que les différentes options pour le remboursement des prêts et la modification des taux n'auraient aucune incidence sur le portefeuille en cours du FIDA. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les conditions de financement s'appliqueraient aux postes pour lesquels le Conseil disposait d'une délégation de pouvoir. Les trois propositions restantes exigeaient l'approbation du Conseil des gouverneurs, prévue pour février 2019. La direction a ajouté que cela générerait une charge de travail supplémentaire pour le personnel, mais pas de dépenses supplémentaires.

82. La direction a également donné au Conseil l'assurance que la mise à jour des conditions de financement n'entraînerait pas de modification du principe fondamental du FIDA, à savoir la focalisation sur les personnes en ayant le plus besoin.

**e) Politique relative aux emprunts non concessionnels**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a exprimé son appui à la politique relative aux emprunts non concessionnels, telle qu'elle figurait dans le document EB 2018/125/R.46 et son rectificatif, et a approuvé:
  - la proposition contenue dans la section IV du document;
  - la transmission du projet de résolution (annexe V) au Conseil des gouverneurs avec la recommandation que le Conseil des gouverneurs adopte cette résolution à sa quarante-deuxième session.

83. À propos de l'ensemble du processus, la direction a expliqué que dès que la politique entrerait en vigueur, le FIDA créerait un comité opérationnel de transition qui se chargerait activement de tous les cas à l'examen de l'Association internationale de développement ou d'autres banques régionales.

**f) Exposé sur la Politique de placement du FIDA**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé l'Exposé de la Politique de placement du FIDA figurant dans le document EB 2018/125/R.47 et pris note des informations contenues dans les additifs 1 et 2.

**g) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2019**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a examiné et entériné le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2018, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.48.
- Le Conseil a noté que le plan de travail a été conçu dans une optique de souplesse et qu'il continuerait à évoluer parallèlement au processus de réforme interne en cours au FIDA.

**h) Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11)**

84. Le Conseil d'administration a pris note du rapport sur l'état des contributions à FIDA11, présenté dans le document EB 2018/125/R.49.
85. Étant donné que le programme de prêts et dons ainsi que l'allocation de ressources pour FIDA11 avaient été approuvés sur la base de la cible, la direction et les membres sont convenus qu'il était important d'atteindre cette cible avant le début de la prochaine consultation sur la reconstitution des ressources. Les représentants ont salué l'action menée par la direction pour que la cible de FIDA11 soit atteinte.
86. Le Conseil s'est félicité de l'annonce, par le représentant de la Finlande, d'un prêt de partenaire consenti à des conditions favorables et de son élément de don au titre de FIDA11. Le prêt proposé serait présenté au Comité d'audit pour examen avant d'être soumis au Conseil pour approbation.



**i) Point sur l'application de la section consacrée à la dépréciation de la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9**

87. Le Conseil d'administration a pris note de la mise à jour orale sur l'application de la section consacrée à la dépréciation de l'IFRS 9.

**Point 7 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gouvernance**

**a) Proposition visant à instaurer un système automatisé concernant l'attribution des voix au FIDA**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé la proposition visant à instaurer un système automatisé concernant l'attribution des voix au FIDA, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.50, sous réserve de la suppression de la dernière phrase du paragraphe 27, qui prévoyait que:
  - "Le système automatisé d'attribution des voix serait mis en place pour la nomination du Président du FIDA en février 2021 et le Conseil d'administration serait régulièrement informé des progrès réalisés par le Secrétariat."
- Le document sera révisé pour rendre compte de cette suppression.
- En conséquence, le Conseil d'administration a décidé de recommander au Conseil des gouverneurs d'approuver, à sa quarante-deuxième session, en 2019, la poursuite du déploiement, par le Secrétariat, d'un système automatisé concernant l'attribution des voix au FIDA, fondé sur les principes énoncés dans le document mentionné ci-dessus.
- Les orientations du Conseil seraient sollicitées durant le processus qui aboutirait à la soumission d'une proposition à examiner par le Conseil des gouverneurs.

88. En approuvant le document, le Conseil a souligné qu'il était nécessaire, à l'avenir, que la direction veille à ce que le processus intègre dûment la nécessité de la plus grande confidentialité et de la plus grande sécurité dans le processus de vote.

**b) Quatrièmes journées de réflexion du Conseil d'administration: Tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil a approuvé le tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA, tel qu'il figurait dans le document EB 2018/125/R.51.

89. Ce point a été examiné conjointement avec le point 7 c) concernant le renforcement du rôle de gouvernance d'organes subsidiaires du Conseil d'administration, tel qu'il était présenté dans le document EB 2018/125/R.52.

**c) Renforcement du rôle de gouvernance d'organes subsidiaires du Conseil d'administration**

**Résultat des délibérations:**

- La direction collaborera avec le Conseil d'administration, et plus particulièrement avec les Coordonnateurs et amis, ainsi qu'avec les présidents des Comités d'audit et de l'évaluation, à un projet de proposition sur les questions de gouvernance qui sera examiné lors des journées de réflexion du Conseil d'administration, en mai 2019. La proposition sera ensuite soumise au Conseil pour approbation formelle lors d'une prochaine

90. Le Conseil a noté que les questions de gouvernance devaient faire l'objet d'un plus long débat, et a décidé que ce thème serait examiné durant les journées de réflexion de mai 2019.
91. Plusieurs idées visant à renforcer l'efficacité du Conseil d'administration ont été proposées par les membres, notamment placer tous les points pour information à la fin du programme de travail et fixer une durée maximale aux interventions des représentants. Cela permettrait d'achever les débats en temps voulu durant les sessions du Conseil, compte tenu de l'ordre du jour habituellement très chargé. La direction étudierait également les moyens d'alléger l'ordre du jour tout en veillant à ce que tous les points à examiner soient traités. Une autre mesure pourrait consister à créer un comité chargé d'examiner les propositions de projet ou programme soumises à l'approbation du Conseil.
92. Le Conseil a pris note des points de vue des Comités d'audit et de l'évaluation sur le renforcement de leur rôle de gouvernance, tels que les avaient exprimés leurs présidents respectifs. Le Président du Conseil a exprimé sa reconnaissance – à laquelle les membres ont fait écho – aux présidents des comités pour leur travail acharné, leur souplesse et leur disposition à examiner des questions avec la direction.

**d) Modification des dates de la cent vingt-sixième session du Conseil d'administration et proposition concernant les dates des Cinquièmes journées de réflexion et des sessions du Conseil d'administration en 2020**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil d'administration a approuvé les dates figurant dans le document EB 2018/125/R.53, comme suit:
  - Cent vingt-sixième session: jeudi 2 et vendredi 3 mai
  - Cinquièmes journées de réflexion du Conseil d'administration: du lundi 6 au mercredi 8 mai, à midi.
- Le Conseil a également approuvé les dates de ses sessions en 2020, figurant dans le même document.

**Point 8 de l'ordre du jour – Rapports de situation**

**a) Rapport d'étape sur la coopération Sud-Sud et triangulaire**

**Résultat des délibérations:**

- Le Conseil a demandé à la direction d'inclure, dans le prochain rapport de situation, des informations sur la contribution stratégique de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) aux résultats du FIDA et sur les ressources allouées aux activités de CSST.

93. Le Conseil a pris note des informations actualisées sur la coopération Sud-Sud et triangulaire présentées dans le document EB 2018/125/R.54.
94. Les représentants ont souligné que la CSST n'était pas une fin en soi mais un moyen important de parvenir à un développement rural durable pour les petits exploitants. Le Conseil s'est félicité des progrès accomplis à ce jour vers l'intégration de la CSST dans les stratégies et opérations de pays du FIDA. Certains représentants ont dit que le FIDA devrait se concentrer davantage sur les projets d'agro-entreprenariat et, en particulier, sur les innovations au niveau des mécanismes d'exécution.
95. Le Conseil a félicité le FIDA pour l'établissement de trois centres de CSST et de savoir au Brésil, en Chine et en Éthiopie.

**b) Compte rendu conjoint de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome en 2018**

**Résultats des délibérations:**

- Le Conseil a pris note de la mise à jour commune présentée dans le document EB 2018/125 R.55 et a approuvé les décisions figurant au paragraphe 4 de son additif, qui étaient conformes à l'esprit des décisions prises par le Conseil de la FAO et le Conseil d'administration du PAM.
- Répondant à une question sur le calendrier concernant le plan d'action au Sahel, la direction a annoncé son intention d'en achever l'élaboration d'ici mars 2019.
- La direction a informé le Comité que le plan prévoyait l'élaboration en commun de trois stratégies de pays d'ici la fin de 2019. Un groupe de travail interinstitutions était en train de déterminer les pays qui conviendraient le

96. Le Conseil s'est félicité de la collaboration croissante entre les OSR et a salué la présence, en qualité d'observateurs, de représentants du PAM et de la FAO. Dans leurs déclarations, les représentants du PAM et de la FAO ont réitéré l'engagement de leurs organismes en faveur de la poursuite du renforcement de cette collaboration.
97. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) constituait un exemple concret de collaboration entre les OSR et le FIDA a été invité à intégrer les recommandations du CSA dans ses travaux. Le Conseil a pris note de la mise à jour présentée par le président du CSA et de l'appréciation de ce dernier pour le rôle joué par le FIDA dans ses travaux et de son appui dans ce contexte. Une récente proposition conjointe visant à inclure la dimension du genre dans les travaux du CSA était un exemple des possibilités de collaboration conjointe présentées par le CSA.
98. En réponse à une question relative à un cadre de résultats, la direction a informé le Conseil que le FIDA collaborait avec le PAM et la FAO à l'élaboration d'un tel cadre, comportant des indicateurs clés de performance. Ce travail devrait être achevé d'ici mars 2019.
99. Le Conseil a également pris note de l'atelier conjoint organisé au Cameroun pour la présentation des rapports d'évaluation des trois organisations.

**Point 9 de l'ordre du jour – Décennie de l'agriculture familiale 2019-2028: Rôle du FIDA**

100. Le Conseil a pris note des informations actualisées présentées dans le document EB 2018/125/R.56 et souligné le rôle du FIDA dans la mise en œuvre de la Décennie de l'agriculture familiale, il a redit toute la pertinence de la décennie du point de vue du mandat du FIDA et du rôle clé que le Fonds jouait dans l'appui à

l'agriculture familial, et, enfin, a affirmé que la Décennie offrait une occasion exceptionnelle d'accroître le rayonnement international du FIDA.

101. Répondant aux membres qui demandaient au FIDA de rechercher des synergies avec les instituts de recherche, de dialoguer avec le CSA et de s'engager auprès des Nations Unies à New York, la direction a confirmé que le FIDA ferait rapport à l'Assemblée générale tous les deux ans, conjointement avec la FAO, ce qui offrirait des occasions de coopération et de synergies. La direction rechercherait également des partenariats et une collaboration avec des institutions pouvant apporter une valeur ajoutée au rôle du FIDA dans la mise en œuvre de la décennie.
102. La direction a confirmé que le plan d'action pour la décennie, en cours d'élaboration, prendrait en considération le rôle important des jeunes et des femmes dans l'agriculture familiale. À cet effet, le FIDA cherchait à associer les femmes, et notamment les organisations féminines, à la formulation du plan d'action pour la décennie.

## **Point 10 de l'ordre du jour – Questions diverses**

### **a) Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Fondation Rockefeller**

#### **Résultat des délibérations:**

- Le Conseil a autorisé le Président à négocier et à conclure un accord de fonds supplémentaires avec la Fondation Rockefeller, conformément aux modalités présentées dans le document EB 2018/125/R.57.

## **Clôture de la session**

103. Le Président a exprimé ses remerciements aux membres du Conseil pour leur patience et leur compréhension dans le déroulement du programme chargé de l'ordre du jour de la session. Il a noté que la question de la charge de travail du Conseil serait abordée lors des journées de réflexion du Conseil d'administration, au mois de mai.
104. Le discours de clôture du Président serait prochainement publié sur la plateforme interactive réservée aux États membres.



Investing in rural people  
Investir dans les populations rurales  
Invertir en la población rural  
الاستثمار في السكان الريفيين

المندوبون الذي حضروا الدورة الخامسة والعشرين بعد المائة  
للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 125<sup>th</sup> session of  
the Executive Board**

**Délégations à la cent vingt-cinquième  
session du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 125<sup>o</sup> período de  
sesiones de la Junta Ejecutiva**

Conseil d'administration – Cent vingt-cinquième session  
Rome, 12-14 décembre 2018

For: **Information**

**ALGERIA**

Ali TERRAK  
Chef de l'Inspection générale  
des finances  
Ministère des finances  
Alger

Imed SELATNIA  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République algérienne  
démocratique et populaire  
auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

Abdenmour GOUGAM  
Secrétaire des affaires étrangères  
Représentant permanent suppléant  
de la République algérienne  
démocratique et populaire  
auprès des organisations  
Spécialisées des Nations Unies  
Rome

Abdeldjalil Yesin BELARBI  
Attaché  
Ambassade de la République  
algérienne démocratique  
et populaire  
Rome

**ANGOLA**

Carlos Alberto AMARAL  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

Ângelo DO ROSÁRIO RAFAEL  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République d'Angola  
auprès du FIDA  
Rome

**ARGENTINA**

María Cristina BOLDORINI  
Embajadora  
Representante Permanente  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT  
Secretario  
Representante Permanente Alternativo  
de la República Argentina ante  
la FAO, el FIDA y el PMA  
Roma

**BELGIUM**

Birgit STEVENS  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjointe de  
la Belgique auprès des organisations  
spécialisées des Nations Unies  
Rome

Diego CADELLI  
Attaché  
Ambassade de Belgique  
Rome

Hannah REES  
Stagiaire  
Ambassade de Belgique  
Rome

**BRAZIL**

Eduardo ROLIM  
General Coordinator of Relations  
with International Organizations  
Secretariat of International Affairs  
Ministry of Planning, Development  
and Management  
Brasilia

Rodrigo Estrela de CARVALHO  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Federative Republic of Brazil  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**CAMEROON**

Médi MOUNGUI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République du Cameroun auprès  
du FIDA  
Rome

**CANADA**

Daniel HABARUREMA  
Policy Analyst and Development Officer  
Global Programs and Initiatives  
Food Security Division  
Global Issues and Development Branch  
Global Affairs Canada (GAC)  
Ottawa

**CHINA**

LIU Weihua  
Deputy Director-General  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Beijing

ZANG Fazhen  
Director  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Ministry of Finance  
Beijing

CHEN Lijuan  
Senior Officer  
Department of International Economic  
and Financial Cooperation  
Ministry of Finance  
Beijing

SHI Jiaoqun  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture  
Rome

HUANG Xionghua  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture  
Rome



**CHINA (cont'd)**

LANG Pengfei  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the People's Republic of China  
to the United Nations Agencies  
for Food and Agriculture  
Rome

**DENMARK**

Vibeke Gram MORTENSEN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Denmark to IFAD  
Rome

**DOMINICAN REPUBLIC**

Mario ARVELO CAAMAÑO  
Embajador  
Representante Permanente de la  
República Dominicana ante  
el FIDA  
Roma

Julia VICIOSO VARELAS  
Ministra Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Patricia RODRIGUEZ  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

Liudmila KUZMICHEVA  
Consejera  
Representante Permanente Alternativa  
de la República Dominicana  
ante el FIDA  
Roma

**EGYPT**

Hisham Mohamed BADR  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Arab Republic of Egypt to  
IFAD  
Rome

Haitham ABDELHADY ELSAYED ELSHAHAT  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt  
to IFAD  
Rome

Ahmed Mohamed Abdella AHMED ABDOU  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Arab Republic of Egypt  
to IFAD  
Rome

**FINLAND**

Satu LASSILA  
Counsellor  
Permanent Representative  
of the Republic of Finland to the  
United Nations Food and Agriculture  
Agencies  
Rome

Marko BERGLUND  
Desk Officer  
Ministry for Foreign Affairs  
Helsinki

**FRANCE**

Delphine BORIONE  
Ambassadrice  
Représentante permanente  
de la République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Arnaud GUIGNÉ  
Conseiller économique  
Adjoint au Chef du service économique régional  
Ambassade de France  
Rome

**FRANCE (cont'd)**

Jérôme AUDIN  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la République française  
auprès de l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Marie GUILLET  
Chargée de mission  
Représentation permanente de la  
République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

Laura BRAUNE  
Stagiaire  
Représentation permanente de la  
République française auprès de  
l'OAA, PAM et FIDA  
Rome

**GERMANY**

Annette SEIDEL  
Minister  
Alternate Permanent Representative of  
the Federal Republic of Germany to the  
International Organizations  
Rome

Timo LEESER  
Intern  
Permanent Representation of the  
Federal Republic of Germany to the  
International Organizations  
Rome

**GREECE**

Christina ARGIROPOULOU  
First Secretary  
Economic and Commercial Affairs  
Deputy Permanent Representative  
of the Hellenic Republic to IFAD  
Rome

**INDIA**

Vishal Pratap SINGH  
Deputy Secretary (UN and OMI)  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
New Delhi

**INDIA (cont'd)**

R. RAMESH  
Attaché (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of India to IFAD  
Rome

**INDONESIA**

Syukur IWANTORO  
Secretary-General  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Jehezkiel Stephanus George LANTU  
Minister  
Deputy Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Mesah TARIGAN  
Head  
International Co-operation Bureau  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Gustaf Daud SIRAIT  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Indonesia  
to IFAD  
Rome

Ida Ayu RATIH  
Agricultural Attaché  
Embassy of the Republic  
of Indonesia  
Rome

Idha Widi ARSANTI  
Head of Center for Agricultural Training  
Agency for Training and Human Resources  
Development in Agriculture  
Jakarta

Winarti Halim  
Head of the Cooperation Subdivision  
Agency for Training and Human Resources  
Development in Agriculture  
Jakarta

**INDONESIA (cont'd)**

Yurika ARIANTI PERMANASARI  
Staff  
Foreign Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

**ITALY**

Alberto COGLIATI  
Director  
International Relations Directorate  
Department of the Treasury  
Ministry of Economy and Finance  
Rome

Uliana NAVARRA  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Italian Republic to IFAD  
Rome

Maria PENTIMALLI  
Officer  
Office of Multilateral  
Development Cooperation  
Directorate General for  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
Rome

Benedetta PAOLUCCI  
Intern  
Permanent Representation of the  
Italian Republic to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Marta PISILLO  
Intern  
Directorate General for  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
Rome

Francesca RIVABENE  
Intern  
Directorate General for  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
Rome

**JAPAN**

Toru HISAZOME  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of Japan to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

Akiko MUTO  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of Japan to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**KENYA**

Teresa TUMWET  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Kenya to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**KUWAIT**

Yousef Ghazi AL-BADER  
Regional Manager for Central  
Asian and European Countries  
Operations Department  
Kuwait Fund for Arab  
Economic Development  
Kuwait City

**MEXICO**

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de los Estados Unidos Mexicanos  
ante el FIDA  
Roma

Braulio FAUSTO  
Pasante  
Misión Permanente de México ante  
las Agencias de las Naciones Unidas  
Roma

**NETHERLANDS**

Hans HOOGEVEEN  
Ambassador  
Permanent Representative of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Hendrik Albert HILBERINK  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Kingdom of the Netherlands  
to the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

Mercè Torruella Y MAZUREL  
IFAD Desk Officer  
Multilateral Institutions and  
Human Rights Department  
International Financial Institutions Division  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Caroline Smits VAN OYEN  
Intern  
Permanent Representation of  
the Kingdom of the Netherlands to  
the United Nations Organizations  
for Food and Agriculture  
Rome

**NIGERIA**

Yaya O. OLANIRAN  
Minister  
Permanent Representative of the  
Federal Republic of Nigeria  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**NORWAY**

Inge NORDANG  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

**NORWAY (cont'd)**

Gunnvor BERGE  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative of  
the Kingdom of Norway to IFAD  
Rome

Per MOGSTAD  
Senior Adviser  
Section for United Nations Policy  
Department for United Nations  
and Humanitarian Affairs  
Royal Norwegian Ministry  
of Foreign Affairs  
Oslo

Helene HENRIKSEN  
Intern  
Permanent Mission of Norway to the  
United Nations Agencies  
Rome

**PAKISTAN**

Tanveer AHMED  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Islamic Republic of Pakistan  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**QATAR**

Akeel HATOOR  
Adviser  
Embassy of the State  
of Qatar  
Rome

**REPUBLIC OF KOREA**

JOO Won Chul  
Counsellor (Agricultural Attaché)  
Alternate Permanent Representative of the  
Republic of Korea to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome



**SAUDI ARABIA**

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of the  
Kingdom of Saudi Arabia to FAO  
Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

Mansour Mubarak S. AL ADI  
Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Kingdom of Saudi Arabia  
to FAO  
Rome

**SPAIN**

Rafael Osorio de REBELLÓN VILLAR  
Primer Secretario  
Embajada de España  
Roma

**SWEDEN**

Victoria JACOBSSON  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Sweden to IFAD  
Rome

Clara AXBLAD  
Programme and Policy Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

Lucas LINDFORS  
Intern  
Embassy of Sweden  
Rome

**SWITZERLAND**

Liliane ORTEGA  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
de la Confédération suisse auprès  
de la FAO, du FIDA et du PAM  
Rome

**SWITZERLAND (cont'd)**

Thomas HEIMGARTNER  
Chargé de programme  
Section Programme global  
sécurité alimentaire  
Direction du développement et  
de la coopération (DDC)  
Département fédéral des affaires  
étrangères  
Berne

**UNITED ARAB EMIRATES**

Yousuf Mohammed BIN HAJAR  
Deputy Director  
International Financial Relations Department  
Ministry of Finance  
Abu Dhabi

**UNITED KINGDOM**

Marie-Therese SARCH  
Ambassador  
Permanent Representative of the  
United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

Elizabeth NASSKAU  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative of  
the United Kingdom of Great Britain and  
Northern Ireland to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**UNITED STATES**

Elizabeth LIEN  
Deputy Director  
Office of International Debt  
and Development Policy  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

Nicholas STRYCHACZ  
International Economist  
Office of International Debt  
and Development Policy  
Department of the Treasury  
Washington, D.C.

**UNITED STATES (cont'd)**

Zachary BLACKBURN  
Foreign Affairs Officer  
Office of Agricultural Policy  
Bureau of Economic and Business Affairs  
Department of State  
Washington, D.C.

Sandrine GOFFARD  
Political/Economic Officer  
Alternate Permanent Representative  
of the United States of America  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Logan KIRK  
Intern  
United States Mission to the  
United Nations Agencies for  
Food and Agriculture  
Rome

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)**

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM  
Embajador  
Representante Permanente de  
la República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

Porfirio PESTANA DE BARROS  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno de la  
República Bolivariana de Venezuela  
ante la FAO y demás Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

Luis Geronimo REYES VERDE  
Primer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República Bolivariana de  
Venezuela ante los Organismos  
de las Naciones Unidas  
Roma

المراقبون

**OBSERVERS**  
**OBSERVATEURS**  
**OBSERVADORES**

**FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)**

Raschad AL-KHAFAJI  
Attaché de Cabinet  
Office of the Directeur de Cabinet  
Office of the Director-General  
Rome

**WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)**

Harriett SPANOS  
Secretary to the Executive Board  
and Director of the  
Executive Board Secretariat  
Rome

Chris KAYE  
Director of Government Donor Relations  
OiC, Partnership and Government  
Department  
Rome

Neal PRONESTI  
External Partnership Consultant  
Rome-based Agencies and Committee  
on World Food Security (CFS) Division  
Rome

المداولات الخاصة لبرامج الفرص الاستراتيجية القطرية  
**COSOP DELIBERATIONS<sup>1</sup>**  
**DÉLIBÉRATIONS RELATIVES AUX COSOP**  
**DELIBERACIONES SOBRE LOS COSOP**

**CABO VERDE**

Elsa Barbosa SIMÕES  
Conseillère  
Représentante permanente adjointe de  
la République de Cabo Verde auprès  
des organisations spécialisées  
des Nations Unies  
Rome

**GEORGIA**

Natalia MAGRADZE  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of Georgia to IFAD  
Rome

**PERU**

Luis Carlos Antonio IBÉRICO NÚÑEZ  
Embajador  
Representante Permanente  
de la República del Perú ante  
los Organismos Internacionales  
Roma

---

<sup>1</sup> Pursuant to document EB 2002/77/R.12: Procedure for the Review of Country Strategic Opportunities Papers (COSOPS) by the Executive Board. Paragraph 15 (2) Process.

المراقبون الصامتون الذين تابعوا الدورة من قاعة الاستماع  
**SILENT OBSERVERS IN THE SALLE D'ÉCOUTE<sup>2</sup>**  
**OBSERVATEURS SANS DROIT DE PAROLE DANS LA SALLE**  
**D'ÉCOUTE**  
**OBSERVADORES SIN DERECHO A INTERVENIR EN LA SALA DE**  
**ESCUCHA**

**BANGLADESH**

Manash MITRA  
 Economic Counsellor  
 Alternate Permanent Representative  
 of the People's Republic of Bangladesh  
 to IFAD  
 Rome

**CONGO**

Marc MANKOUSSOU  
 Conseiller  
 Chargé d'affaires, a.i.  
 Ambassade de la République  
 du Congo en Italie  
 Rome

**COSTA RICA**

Amarilli VILLEGAS CORDERO  
 Ministra Consejera  
 Representante Permanente Adjunta  
 de Costa Rica ante la FAO,  
 el FIDA y el PMA  
 Roma

Luis Fernando CECILIANO PIEDRA  
 Consejero  
 Representante Permanente Alterno  
 de Costa Rica ante la FAO,  
 el FIDA y el PMA  
 Roma

**CYPRUS**

Spyridon ELLINAS  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative  
 of the Republic of Cyprus to the  
 United Nations Food and Agriculture  
 Agencies  
 Rome

<sup>2</sup> Pursuant to document EB 2010/101/INF.4/Rev.1: Silent observers at Executive Board Proceedings. Paragraph 2 (b).

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA**

RIM Song Chol  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative  
of the Democratic People's Republic  
of Korea to IFAD  
Rome

KIM Chon Gil  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Democratic People's Republic  
of Korea to IFAD  
Rome

**ECUADOR**

Nelson David TROYA ESQUIVEL  
Tercer Secretario  
Representante Permanente Alterno  
de la República del Ecuador  
ante los Organismos de las  
Naciones Unidas  
Roma

**ESTONIA**

Galina JEVGRAFOVA  
Adviser  
Foreign Affairs Department  
Ministry of Rural Affairs  
Tallinn

**HUNGARY**

Zoltán KÁLMÁN  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative of Hungary  
to the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

Ádám SASHALMI  
Intern  
Office of the Permanent Representation  
of Hungary to the United Nations Food  
and Agriculture Agencies  
Rome

**ISRAEL**

Maya FEDERMAN  
Alternate Permanent Representative  
of the State of Israel to the United Nations  
Food and Agriculture Agencies  
Rome

**LUXEMBOURG**

Marie-Lise Léonie STOLL  
Attachée  
Représentation du Luxembourg  
auprès de la FAO, du PAM et du FIDA  
Rome

**MAURITANIA**

Mohamed Teyib DIYE  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent suppléant  
de la République islamique de  
Mauritanie auprès du FIDA  
Rome

**MOROCCO**

Houda AYOUCHE  
Conseillère  
Représentant permanent adjoint  
du Royaume du Maroc auprès  
du FIDA  
Rome

**PANAMA**

Angélica Maria JÁCOME  
Representante Permanente de la  
República de Panamá ante el FIDA  
Roma

Andrea PAZZANI  
Pasante  
Representación Permanente de Panamá  
ante FAO, FIDA y PMA  
Roma

Gaia SANTACROCE  
Pasante  
Representación Permanente de Panamá  
ante FAO, FIDA y PMA  
Roma



**PERU**

Diana CALDERÓN VALLE  
Segunda Secretaria  
Representante Permanente Alternativa  
de la República del Perú ante los  
Organismos Internacionales  
Roma

**ROMANIA**

Vlad MUSTACIOSU  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint  
de la Roumanie auprès du FIDA  
Rome

**RUSSIAN FEDERATION**

Ivan PERSHIN  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative  
of the Russian Federation to the  
United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**SUDAN**

Saadia Elmubarak Ahmed DAAK  
Agricultural Counsellor  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of the Sudan to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**THAILAND**

Thanawat TIENSIN  
Minister (Agriculture)  
Permanent Representative of  
the Kingdom of Thailand to  
the United Nations Food and  
Agriculture Agencies  
Rome

**UGANDA**

Siragi WAKAABU  
Agriculture Attaché  
Alternate Permanent Representative  
of the Republic of Uganda to IFAD  
Rome

## Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-cinquième session

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
EB 2018/125/R.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2018/125/R.1/Rev.1/Add.1/Rev.3	2	Programme de travail de la session
EB 2018/125/R.2	3 a)	Note d'information – Activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)
EB 2018/125/R.3 + Corr.1 <sup>3</sup>	3 b)	Informations actualisées concernant la contribution du FIDA à la réforme du système des Nations unies pour le développement
EB 2018/125/R.4 + Add.1	3 c)	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2019; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2019 et plan indicatif pour 2020-2021 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF
EB 2018/125/R.5	3 c)	Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2019, et programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2019 et plan indicatif pour 2020-2021 d'IOE
EB 2018/125/R.6	3 d)	Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations
EB 2018/125/R.7 + Add.1 + Add.2 + Add.3 + Add.4 + Add.5 + Add.6 + Add.7	3 e) i)	Cadre de transition du FIDA
EB 2018/125/R.9	3 e) ii)	Stratégie et plan d'action du FIDA en matière de cofinancement
EB 2018/125/R.10 <sup>4</sup>	3 e) iii)	Projet de stratégie de gestion des savoirs
EB 2018/125/R.11	3 e) iv)	Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021
EB 2018/125/R.12 + C.R.P.1 <sup>5</sup>	3 e) v)	Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025
EB 2018/125/R.13	3 f)	Proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé
EB 2018/125/R.14	3 g)	Mise à jour de l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en oeuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles
EB 2018/125/R.15	4 a)	Procès-verbal de la cent troisième session du Comité de l'évaluation
EB 2018/125/R.16	4 b) i)	<b>République d'Angola:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2018/125/R.17	4 b) ii)	<b>République arabe d'Égypte:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2018/125/R.18	4 b) iii)	<b>Géorgie:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays

<sup>3</sup> En anglais seulement.

<sup>4</sup> Retiré de l'ordre du jour; sera examiné lors d'une session ultérieure du Conseil.

<sup>5</sup> En anglais seulement.

EB 2018/125/R.19 + Add.1	4 b) iv)	<b>République du Pérou:</b> Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2018/125/R.20	5 a) i)	Procès-verbal de la dixième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance
EB 2018/125/R.21	5 b) i)	Procès-verbal de la quatrième réunion du Groupe de travail sur le cadre de transition
EB 2018/125/R.22	5 b) ii)	Procès-verbal de la cinquième réunion du Groupe de travail sur le cadre de transition
EB 2018/125/R.23	5 b) iii)	Procès-verbal de la sixième réunion du Groupe de travail sur le cadre de transition
EB 2018/125/R.24	5 c)	Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats
EB 2018/125/R.25	5 d) i)	<b>République démocratique populaire lao:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays 2018 - 2024
EB 2018/125/R.26/Rev.1	5 d) ii)	<b>République d'Angola:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays 2019 - 2024
EB 2018/125/R.27 + Add.1	5 d) iii)	<b>République du Pérou:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024
EB 2018/125/R.28 + Add.1	5 d) iv) a)	<b>République arabe d'Égypte:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024
EB 2018/125/R.29 + Add.1	5 d) iv) b)	<b>République de Géorgie:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats 2019-2024
EB 2018/125/R.31	5 d) iv) a)	<b>République de Cabo Verde:</b> Programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024
EB 2018/125/R.32 + Add.1 + Sup.1 <sup>6</sup>	5 e) i)	<b>Indonésie:</b> Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes
EB 2018/125/R.33 + Sup.1 <sup>7</sup>	5 e) ii) a)	<b>Burundi:</b> Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité
EB 2018/125/R.34	5 e) ii) b)	<b>Kenya:</b> Mémoire du Président: Programme de développement de l'aquaculture
EB 2018/125/R.35	5 e) iii)	<b>Nigéria:</b> Mémoire du Président: Programme de développement des filières
EB 2018/125/R.36 <sup>8</sup>	5 f)	Propositions relatives à la rationalisation de l'approbation des programmes et projets financés par le FIDA
EB 2018/125/R.37 + Corr.1	5 g)	Politique du FIDA relative à la restructuration des projets
EB 2018/125/R.38	5 h)	Proposition d'instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets
EB 2018/125/R.39	5 i)	Examen des conditions générales applicables au financement du développement agricole
EB 2018/125/R.40	5 j)	État de l'assistance technique remboursable et marche à suivre
EB 2018/125/R.41	6 a)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante et unième réunion
EB 2018/125/R.42 + Corr.1	6 b)	Ressources disponibles pour engagement
EB 2018/125/R.43	6 c) i)	Examen externe indépendant de la gestion des risques financiers au FIDA et évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA: analyse de la direction et plan d'action

<sup>6</sup> En anglais seulement.

<sup>7</sup> En français seulement.

<sup>8</sup> Retiré de l'ordre du jour; sera examiné lors d'une session ultérieure du Conseil.

EB 2018/125/R.44 + Add.1	6 c) ii)	Examen du Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette et proposition pour l'avenir
EB 2018/125/R.45 + Corr.1	6 d)	Mise à jour des conditions de financement
EB 2018/125/R.46 + Corr.1	6 e)	Politique relative aux emprunts non concessionnels
EB 2018/125/R.47 + Add.1 + Add.2	6 f)	Exposé sur la Politique de placement du FIDA
EB 2018/125/R.48/Rev.1	6 g)	Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2019
EB 2018/125/R.49	6 h)	Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2018/125/R.50	7 a)	Proposition visant à instaurer un système automatisé concernant l'attribution des voix au FIDA
EB 2018/125/R.51	7 b)	Quatrièmes journées de réflexion du Conseil d'administration: Tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA
EB 2018/125/R.52	7 c)	Renforcement du rôle de gouvernance d'organes subsidiaires du Conseil d'administration
EB 2018/125/R.53	7 d)	Proposition de dates pour la cent vingt-sixième session du Conseil d'administration et les cinquièmes journées de réflexion du Conseil d'administration, ainsi que pour les sessions du Conseil d'administration qui auront lieu en 2020
EB 2018/125/R.54	8 a)	Rapport d'étape sur la coopération Sud-Sud et triangulaire
EB 2018/125/R.55 + Add.1	8 b)	Rapport de situation conjoint sur la collaboration des organisations ayant leur siège à Rome (2018)
EB 2018/125/R.56	9	Le FIDA et la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028)
EB 2018/125/R.57	10 a)	Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la Fondation Rockefeller

#### **Documents présentés pour information**

EB 2018/125/R.58	11	Programme provisoire des activités de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs
EB 2018/125/R.59	12	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre 2018

#### **Principe d'adaptation à l'objectif visé**

EB 2018 FFP11 (AC EB)		Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
EB 2018 FFP12 (AC EB)		État récapitulatif des contributions à la Dixième reconstitution des ressources
EB 2018 FFP13 (EB)		Activités prévues au niveau mondial, régional ou dans les pays au 29 octobre 2018
EB 2018 FFP14 (EB) <sup>9</sup>		List of documents for the 125 <sup>th</sup> session of the Executive Board posted until Friday, 7 December

#### **Notes d'information**

EB 2018/125/INF.1		Dispositions pratiques pour la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration – Renseignements à l'usage des participants au Conseil d'administration
-------------------	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<sup>9</sup> En anglais seulement.

EB 2018/125/INF.2

Mémorandum d'accord conclu entre le FIDA et l'Université La Sapienza de Rome, l'Université de Rome III et l'Université Tor Vergata de Rome

EB 2018/125/INF.3

Results of the Executive Board Vote by Correspondence on Items Removed from the Formal Agenda of the 124<sup>th</sup> Session of the Executive Board

EB 2018/125/INF.4

Memorandum of Understanding Between the International Center for Biosaline Agriculture and IFAD

Cote du document:	<u>EB 2018/125/R.1/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>12 décembre 2018</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**

Investir dans les populations rurales

## Ordre du jour

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

Responsable des questions techniques et de la transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**

Chef de l'Unité des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

## Ordre du jour

### I. Points de l'ordre du jour

#### 1. Ouverture de la session

#### 2. Adoption de l'ordre du jour [A]

#### 3. Questions institutionnelles

- a) Informations actualisées sur l'exercice relatif à l'excellence opérationnelle axée sur les résultats [I]
- b) Informations actualisées sur la contribution du FIDA à la réforme du système des Nations Unies pour le développement [I]
- c) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2019; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2019 et plan indicatif pour 2020-2021 d'IOE; et rapports de situation sur l'initiative PPTE et le SAFR [A]
- d) Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations [A]
- e) Politiques et stratégies
  - i) Cadre de transition du FIDA [A]
  - ii) Stratégie et plan d'action en matière de cofinancement [A]
  - iii) Transversalisation de la prise en compte des jeunes: Plan d'action en faveur des jeunes ruraux 2019-2021 [A]
  - iv) Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025 [A]
- f) Proposition de modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à favoriser la collaboration du Fonds avec le secteur privé [A]
- g) Informations actualisées sur l'approche du FIDA concernant la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face au harcèlement sexuel et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles [I]

#### 4. Évaluation

- a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cent troisième session [I]
- b) Évaluations de la stratégie et du programme de pays [E]
  - i) Angola
  - ii) Égypte
  - iii) Géorgie
  - iv) Pérou

#### 5. Questions opérationnelles

- a) Rapport du président sur la dixième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance [I]
- b) Rapports du président du Groupe de travail sur le Cadre de transition [I]
  - i) Procès-verbal de la quatrième réunion du Groupe de travail sur le Cadre de transition

- ii) Procès-verbal de la cinquième réunion du Groupe de travail sur le Cadre de transition
  - iii) Procès-verbal de la sixième réunion du Groupe de travail sur le Cadre de transition
  - c) Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats **[E]**
  - d) Programmes d'options stratégiques pour le pays **[E]**
    - i) Asie et Pacifique
      - République démocratique populaire lao
    - ii) Afrique orientale et australe
      - Angola
    - iii) Amérique latine et Caraïbes
      - Pérou
    - iv) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
      - a) Égypte
      - b) Géorgie
    - v) Afrique de l'Ouest et du Centre
      - a) Cabo Verde
  - e) Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration **[A]**
    - i) Asie et Pacifique
      - a) Indonésie: Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes
    - ii) Afrique orientale et australe
      - a) Burundi: Projet visant à intensifier la production agricole et à réduire sa vulnérabilité
      - b) Kenya: Mémoire du Président: Programme de développement de l'aquaculture
    - iii) Afrique de l'Ouest et du Centre
      - a) Nigéria: Mémoire du Président: Programme de développement des filières
  - f) Politique du FIDA relative à la restructuration des projets **[A]**
  - g) Proposition d'instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets **[A]**
  - h) Modification des conditions générales applicables au financement du développement agricole **[A]**
  - i) Assistance technique remboursable au FIDA: Document de travail **[E]**
6. **Questions financières**
- a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent cinquante et unième réunion **[E]**
  - b) Ressources disponibles pour engagement **[A]**



- c) Informations actualisées sur la transformation de l'architecture financière du FIDA
    - i) Examen externe indépendant de la gestion des risques financiers au FIDA et évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA: analyse de la direction et plan d'action **[E]**
    - ii) Examen du Cadre pour la soutenabilité de la dette **[E]**
  - d) Mise à jour des conditions de financement **[A]**
  - e) Politique relative aux emprunts non concessionnels **[A]**
  - f) Exposé de la Politique de placement du FIDA **[A]**
  - g) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2019 **[C]**
  - h) Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA **[I]**
  - i) Le point sur l'application de la section consacrée à la dépréciation de la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9 **[I]**
7. **Questions relatives à la gouvernance**
- a) Proposition visant à instaurer un système de vote automatisé au FIDA **[A]**
  - b) Quatrièmes journées de réflexion du Conseil d'administration: Tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA **[A]**
  - c) Renforcement du rôle de gouvernance des organes subsidiaires du Conseil d'administration **[E]**
  - d) Modification des dates de la cent vingt-sixième session du Conseil d'administration et proposition concernant les dates des Cinquièmes journées de réflexion et des sessions du Conseil d'administration en 2020 **[A]**
8. **Rapports de situation**
- a) Rapport de situation sur la coopération Sud-Sud et triangulaire **[I]**
  - b) Compte rendu conjoint de la collaboration des organismes ayant leur siège à Rome 2018 **[I]**
9. **Décennie de l'agriculture familiale (2019-2028): Rôle du FIDA [E]**
10. **Questions diverses**
- Proposition d'acceptation de fonds supplémentaires de la part de la Fondation Rockefeller **[A]**

## II. Documents présentés pour information **[I]**

- 11. Programme provisoire des activités de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs
- 12. Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2018

## III. Informations données dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé

- Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
- Rapport sur l'état des contributions à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA

- Rapport sur les activités prévues aux niveaux mondial, régional et national
- Liste des rapports d'audit interne (accès autorisé uniquement aux membres du Conseil d'administration)<sup>10, 11</sup>

#### **IV. Notes d'information**

- a) Dispositions pratiques pour la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration
- b) Mémoire d'accord entre des universités situées à Rome et le Fonds international de développement agricole
- c) Résultats du vote par correspondance du Conseil d'administration
- d) Mémoire d'accord entre l'International Center for Biosaline Agriculture et le FIDA

---

<sup>10</sup> Aux termes de la Révision de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA (EB 2018/123/R.21/Rev.1, paragraphe 4.1.e), note de bas de page 3), "les membres du Comité d'audit et les représentants au Conseil d'administration sont informés, avant les réunions du Comité d'audit, des rapports d'audit interne récemment publiés".

<sup>11</sup> Disponible sur la page AC 150, plateforme interactive réservée aux États membres.